

n° 758. — Le 9 mars 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le rapport fait, au cours de la deuxième législature, repris le 24 février 1956, sur la proposition de loi de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à porter à deux ans le délai, imparti aux anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945, pour déposer leur demande de revision de pensions, **n° 1095.**

GUITTON (M. Antoine), Député de la Vendée
(I. P. A. S.).

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 236). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160); [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Secrétaire : de la Commission de l'agriculture [18 octobre 1957] (p. 4536); de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 19 avril 1956, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 1019) organisant les conditions de l'assurance et de la réassurance des récoltes de tabac, **n° 1569.** — Le 22 novembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 56-933 du 19 septembre 1956 relatif au régime fiscal du transport des marchandises, **n° 3309.** — Le 20 mars 1957, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 2855) portant ratification du décret n° 56-893 du 6 septembre 1956 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables aux animaux de l'espèce bovine destinés à la boucherie et aux viandes fraîches ou réfrigérées provenant de ces animaux, **n° 4588.** — Le 20 mars 1957, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, portant ratification des décrets n° 56-354 du 5 avril 1956, n° 56-376 du 12 avril 1956, n° 56-477 du 14 mai 1956 et n° 56-629 du 28 juin 1956 portant rétablissement total ou partiel de droits de douane d'importation et suspension provisoire des droits applicables aux animaux de l'espèce bovine et aux viandes de ces animaux dans la limite de contingents tari-

fares, **n° 4589.** — Le 19 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4816) de MM. Pierre Vitter et Maurice Georges tendant à modifier les conditions d'attribution de la prime de la mère au foyer aux femmes d'exploitants agricoles, **n° 5567.**

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Indemnisation des planteurs de tabac sinistrés par le froid* [15 mars 1956] (p. 963, 964); *Enseignement postsecondaire* (p. 982); — en deuxième lecture, du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956; Art. 11 : *Amendement de M. Gilbert Martin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Financement du fonds d'assainissement du marché de la viande)* [23 juillet 1956] (p. 3514); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs; Art. 26 : *Amendement de M. Laurens tendant à maintenir le droit d'emprise totale et le droit de rétrocession prévus aux articles 43 et 53 du décret-loi du 8 août 1935* [19 novembre 1956] (p. 4882); *Amendement de M. Laurens prévoyant l'avis conforme des Commissions de la justice et de la reconstruction de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République (Dispositions transitoires relatives à l'expropriation)* (p. 4884); *Amendement de M. Laurens tendant à maintenir les garanties prévues par la loi du 6 août 1953* (p. 4884); *Ses explications de vote* (p. 4904); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, après l'article 102 : *Son article additionnel tendant à supprimer l'augmentation des cotisations complémentaires demandée aux agriculteurs* [3 décembre 1956] (p. 5455); après l'article 102 : *Son article additionnel tendant à interdire l'augmentation des cotisations complémentaires* [8 décembre 1956] (p. 5736); en deuxième lecture, Art. 102 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Blocage des cotisations complémentaires agricoles au niveau de 1956)* [26 décembre 1956] (p. 6268); en troisième lecture, Art. 102 bis : *Blocage des cotisations complémentaires agricoles au taux de 1956* [27 décembre 1956] (p. 6325); en quatrième lecture, Art. 102 :

Recouvrement des cotisations de la mutualité agricole [28 décembre 1956] (p. 6388, 6389); — d'un projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile; Art. 2: *Amendement de Mme Galicier tendant à interdire aux employeurs ayant contrevenu à la loi d'employer des travailleurs à domicile pendant un certain temps; exploitation des ouvriers en Russie* [12 février 1957] (p. 806); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Ses observations sur les conséquences des importations massives de viande* [6 mars 1957] (p. 1334, 1385); — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères; Art. 12 bis: *Amendement de M. Martin (Majoration du prix de vente des tabacs)* [7 mars 1957] (p. 1363, 1364). = S'excuse de son absence [15 novembre 1957] (p. 4833), [7 mars 1958] (p. 1302). = Obtient des congés [15 novembre 1957] (p. 4833), [7 mars 1958] (p. 1302).

GUITTON (M. Jean), *Député de la Loire-Inférieure (S.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre: de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 2 mars 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la modification de l'impôt de 18 0/0 payé par les patrons pêcheurs, copropriétaires embarqués, **n° 977**. — Le 2 mars 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gou-

vernement à reviser le classement indiciaire des syndics des gens de mer, **n° 986**. — Le 10 juillet 1956, une proposition de loi tendant à promouvoir dans le corps des commissaires de police, les officiers de police et officiers de police adjoints, titulaires d'une licence d'enseignement supérieur et admissibles au bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, **n° 2492**. — Le 15 janvier 1957, une proposition de loi tendant à instituer diverses zones sur les plages côtières de France métropolitaine et de l'Union française, **n° 3781 (rectifié)**. — Le 6 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 3086) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par hydrocarbures, signée à Londres le 12 mai 1954, **n° 4040**. — Le 14 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de la rupture d'une digue dans le département de la Loire-Inférieure, **n° 4133**. — Le 21 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des inondations et de la tempête qui ont sévi dans le département de la Loire-Inférieure, **n° 4227**. — Le 27 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de loi (n° 3738) de M. Titeux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 4331**. — Le 2 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 3934) relatif à la construction d'un paquebot pour la ligne de New-York et portant approbation d'avenants conclus avec la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes, deuxième partie: Dispositions relatives au paquebot, **n° 4738**. — Le 19 juin 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de loi (n° 3738) de M. Titeux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 5166**. — Le 26 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs, cultivateurs et maraichers du département de la Loire-Atlan-